



CUMUNICATU DI STAMPA

Marti u 15 di Settembre di u 2020
FEMU A CORSICA

Analyse de Femu A Corsica suite à la visite du Président de la République

Femu a Corsica est intervenu en amont de la visite présidentielle pour dénoncer l'absence de contacts préalables avec l'exécutif de Corse, les représentants élus de la collectivité de Corse et les parlementaires pour l'organisation de ces deux journées, ce qui était une nouvelle faute politique et un non-respect des institutions démocratiques de l'île.

Le déroulé officialisait une visite à Ajaccio et Bonifaziu, sans passer par Bastia, un temps évoqué, ni par l'Assemblée de Corse, laissant entrevoir un président partisan en soutien électoral d'amis politiques opposés à la majorité territoriale.

Sur le fond, les thèmes du MED7 se trouvaient cantonnés à des discussions de sécurité et de défense sans qu'aucune dimension de coopération infra-étatique entre la Corse et d'autres territoires ne soient affichés, renvoyant notre île au rang de simple porte-avions militaire. Rien ne présageait autre chose que l'évitement sur le dialogue de fond nécessaire à l'avenir de notre communauté insulaire.

Depuis cette entrée en matière inadaptée et suite à notre intervention, force est de constater que la mouture de cette visite a sensiblement évolué, pour permettre une amorce de dialogue plus franche, à la fois lors du dîner en préfecture, mais surtout lors de l'entrevue d'1h entre le président de la République et le président du Conseil exécutif, puis 1h encore en présence du président de l'Assemblée de Corse.

Concernant le fond des sujets évoqués et la perspective d'avancer sur ces points au service exclusif de la Corse et des corses, des lignes ont semblé avoir bougé de la part du Président de la République sur cinq points suite aux discussions avec les élus de la majorité territoriale :

- la nécessité d'avoir une stratégie de coopération entre la Corse et les territoires proches en Méditerranée sur des axes concrets (transports, protection environnementale, université et recherche, tourisme durable, numérique, agriculture...);
- la nécessité d'avoir des mesures rapides et spécifiques d'amortissement du choc pour les entreprises suite à la crise Covid 19, mesures ayant déjà été actées et affichées, avant d'être reniées ;

Femu a Corsica
25 Boulevard Paoli
20200 BASTIA

 info@femuacorsica.corsica

- la nécessité d'avoir pour la Corse une fiscalité adaptée à sa situation d'insularité avec un vrai statut fiscal et social de relance ;
- l'absolue nécessité de combattre le scandale de la spéculation foncière et immobilière en édictant des règles de gestion différentes de portée législative ;
- la nécessité que l'État joue son rôle contre les collusions et dérives mafieuses ;

Sur ces points, des rendez-vous permettront de juger sur pièces les intentions apparemment favorables affichées suite aux discussions, par exemple :

- La Loi de finances de fin d'année ;
- La loi sur la Décentralisation de début d'année 2021 ;

C'est à ce moment-là que les mesures devront être prises pour la Corse et nous serons bien évidemment présents pour le rappeler.

Sur la question des prisonniers un dialogue s'est enfin ouvert à partir du respect du Droit et nous en prenons acte.

En ce qui concerne le très haut débit, la santé et les déchets, il apparaît aujourd'hui évident que le Président de la République est, de manière intentionnelle, mal conseillé pour servir un discours suranné selon lequel la gestion décentralisée de compétences n'est pas plus efficace que celle de l'État. L'exemple à ce titre de l'interprétation des chiffres sur le déploiement de la fibre est effarant car les travaux de la délégation de service public sont programmés et montent en puissance pour le bien de tous les territoires de l'île. Il en est de même pour l'interprétation malhonnête des chiffres concernant l'impérieuse rénovation de l'Hôpital de Bastia.

Oui nombre d'exemples concrets montrent au contraire qu'il vaut beaucoup mieux pour les populations que les compétences soient exercées au plus près avec des règles adaptées.

Le dernier exemple de gestion de crise sanitaire en France ne plaide d'ailleurs pas plus en faveur des visions jacobines de certains conseillers du chef de l'État.

Un État qui est d'ailleurs toujours attendu en Corse sur les compétences régaliennes en termes de moyens et d'efficacité en matière de justice et de police où il a historiquement failli sur le plan de la résolution des assassinats et du dénouement des collusions et dérives. Comment pourrait-il avoir la prétention de s'occuper directement de développement local, de culture, de patrimoine, de logement, d'économie circulaire ... alors qu'il ne remplit pas les prérequis essentiels ?

Au-delà de ce débat-là qui continuera dans les semaines qui viennent, Femu a Corsica jugera rapidement si les discours sont suivis d'effets ou si nous retomberons dans le reniement.

Quant à nos adversaires politiques :

- Aux uns qui accusent souvent les nationalistes d'agiter des "marottes", nous disons qu'il est clair que les corses ont eu raison de faire confiance à une force politique qui agite, par exemple, la "marotte" de la spéculation immobilière porteuse de fractures inadmissibles dans notre société là où eux se taisent car portés par d'autres intérêts ;
- Aux autres qui parlent que nous serions "peu responsables", nous rétorquons simplement que la responsabilité ce n'est pas de se coucher en toute circonstance devant les gouvernants pour assurer un maroquin électoral voire ministériel, mais bien au contraire de faire valoir de manière constante, franche et déterminée les intérêts de la Corse et de son peuple. Le chemin de la dignité, de la justice, de l'émancipation, du développement, du respect et de l'Autonomie est à ce prix ;

P/A Ghjunta Femu a Corsica,

Jean-Félix Acquaviva, Scretariu Naziunale,

Femu a Corsica

25 Boulevard Paoli

20200 BASTIA

 info@femuacorsica.corsica